

Brochure n° 3301

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2098. – PRESTATAIRES DE SERVICES**  
**DANS LE DOMAINE DU SECTEUR TERTIAIRE**

---

AVENANT N° 10 DU 8 FÉVRIER 2012  
À L'ACCORD DU 13 AOÛT 1999 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1250580M  
IDCC : 2098

---

Entre :

L'ANCR ;

Le SNPR ;

La FIGEC ;

Le SIST ;

Le SYNAPHE ;

Le SP2C ;

Le SNPA ;

Le SORAP,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FEC FO ;

La F3C CFDT ;

La FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3.2.1 de l'accord de prévoyance du 13 août 1999 relatif au personnel concerné par la garantie invalidité, initialement rédigé comme suit :

« Tout salarié ayant 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

est modifié comme suit :

« Tout salarié quelle que soit son ancienneté. »

La suppression de cette condition est effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## **Article 2**

L'article 3.6.2 de l'accord de prévoyance du 13 août 1999 relatif à la définition de la garantie de la rente de conjoint, initialement rédigé comme suit :

« En cas de décès, avant son départ à la retraite ou son 65<sup>e</sup> anniversaire, une rente viagère est versée au profit du conjoint survivant dont le montant est fixé à 15 % du salaire annuel brut. »

est modifié et complété d'un alinéa comme suit :

« En cas de décès, avant son départ à la retraite ou son 65<sup>e</sup> anniversaire, une rente viagère est versée au profit du conjoint survivant dont le montant est fixé à 15 % du salaire annuel brut.

En tout état de cause et en cas de décès avant son départ à la retraite ou son 65<sup>e</sup> anniversaire, une rente viagère plancher est versée au profit du conjoint survivant à hauteur de 1 500 € par an pour toutes les rentes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. »

Ce montant sera applicable pour toutes les rentes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, s'agissant des sinistres déjà intervenus ou des sinistres à venir.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant prend effet pour l'ensemble des entreprises de la branche à compter des échéances susvisées. Il sera déposé aux services du ministère en vue de son extension, ainsi qu'au greffe du CPH de Paris.

Fait à Paris, le 8 février 2012.

(Suivent les signatures.)